

Plus de 330 entreprises sollicitent les Chefs d'État pour qu'ils rendent l'évaluation et la divulgation des impacts et dépendances à l'égard de la nature obligatoires lors de la COP15.

Les entreprises qui ne publient pas d'informations relatives à la nature doivent limiter les risques urgents, selon un nouveau rapport.

Plus de 330 entreprises et institutions financières, représentant ensemble un revenu annuel supérieur à \$1.5 trillion, parmi lesquelles notamment **Aviva Investors, BNP Paribas, Danone, GSK, H&M Group, Holcim, IKEA, Mahindra & Mahindra, Natura & Co, Rabobank, Roche, Sintesa Group, Unilever, Sainsbury's, Salesforce, Sappi, Sony Group Corporation et Yara**, incitent aujourd'hui les [Chefs d'État](#) à aller au-delà des actions volontaires et à 'transformer les règles du jeu économique en exigeant des entreprises qu'elles agissent dès maintenant' pour mettre un terme à l'érosion de la biodiversité et avancer sur la voie de la régénération lors de la Conférence sur la Biodiversité des Nations Unies (CBD COP15) qui se tiendra à Montréal du 7 au 19 décembre 2022.

Alors que la [crise de la nature](#) s'empire, les entreprises et les institutions financières de 52 pays, notamment le Canada, le Royaume-Uni, le Japon, l'Australie et l'Inde, reconnaissent le rôle qu'elles doivent jouer pour contrer leurs impacts et appuyer la réalisation d'un cadre décennal mondial sur la biodiversité. Aujourd'hui, elles exhortent les leaders mondiaux à adopter des obligations réglementaires pour toutes les grandes entreprises et institutions financières, énoncées dans la cible 15 du cadre mondial de la biodiversité, afin d'évaluer et divulguer leurs impacts et dépendances à l'égard de la biodiversité d'ici 2030.

André Hoffmann, Vice-Président de Roche Holdings: « *La régénération de la nature est à notre portée, à condition que nous agissions tous dès maintenant. Cette déclaration montre l'énorme soutien des grandes entreprises pour un accord mondial ambitieux en faveur de la nature, assorti d'objectifs clairs afin d'inciter le monde des affaires et de la finance à agir collectivement. La certitude politique permet d'accélérer les changements nécessaires à nos modèles d'entreprise. Nous sommes disposés à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour passer à une société où la nature, les populations et les entreprises prospèrent.* »

Les signataires du monde des affaires et de la finance, dont plus de 100 ont des revenus annuels de plusieurs milliards de dollars, ont appuyé leur rôle essentiel pour enrayer l'érosion de la biodiversité et la mettre sur la voie de la régénération grâce à une [Déclaration des entreprises de la COP15](#). Dans cette déclaration, les entreprises décrivent les mesures volontaires qu'elles prennent, notamment l'évaluation de leurs impacts et dépendances à l'égard de la nature, la publication d'informations importantes relatives à la nature et la

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

transformation de leurs stratégies d'entreprise visant à protéger et rétablir les écosystèmes naturels.

La déclaration des 330 entreprises affirme : « Cette tâche ne sera pas facile, mais nous devons l'accomplir si nous voulons vraiment réaliser la vision 2050 de la Convention sur la diversité biologique, à savoir 'Vivre en harmonie avec la nature'. »

Comme Helena Helmersson, PDG de H&M Group, l'a déclaré : « *En tant qu'entreprise de mode internationale, nous devons prendre la responsabilité en matière de lutte contre l'érosion de la biodiversité pour la régénération de cette dernière, en collaborant avec d'autres pour accélérer le changement. Nous soutenons une Cible 15 ambitieuse lors de la COP15 de la Convention sur la diversité biologique, à savoir que toutes les entreprises doivent obligatoirement évaluer et divulguer leurs impacts sur la nature ainsi que leurs dépendances à l'égard de cette dernière.* »

Steve Waygood, Directeur de l'investissement de Aviva Investors : « *Le rythme actuel de l'activité économique mondiale dépasse les capacités de la planète. Si la nature était un compte courant, nous aurions alors un découvert important. Cela nuit à l'environnement et à la croissance à long terme. Nous exhortons les Chefs d'État à exiger des grandes entreprises qu'elles évaluent et divulguent obligatoirement leurs impacts et leurs risques liés à la nature. La Cible15 de la COP15 constitue une opportunité pour faire face à l'érosion galopante de la biodiversité et créer une boucle de rétroaction positive entre la politique et l'action des entreprises.* »

Les entreprises ne publient pas suffisamment d'informations relatives à la nature, qui sont pourtant nécessaires pour limiter tant les risques économiques que les risques pour le climat et la biodiversité.

Malgré les [avertissements clairs](#) - deux des trois risques les plus critiques pour nos économies sont liés à l'érosion de la nature -, les récentes données du CDP révèlent que la publication des informations relatives à la nature ne se produit pas à la vitesse et à l'échelle nécessaires pour traiter ces risques urgents et émergents.

- Les entreprises continuent de progresser en matière de divulgation des informations relatives au climat. Plus de 18 600 entreprises ont publié des données sur le changement climatique par le biais du CDP en 2022, soit une hausse annuelle de 42 % par rapport à 2021, la plus élevée en presque dix ans.
- En revanche, à peine plus de 1 000 entreprises ont publié des données sur les forêts, soit une hausse de 20,5 % par rapport à 2021.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

- Près de 4 000 entreprises ont publié des données concernant la sécurité relative à l'eau par le biais du CDP en 2022, soit une hausse de 16 % par rapport aux données publiées en 2021.

Comme l'a observé Nicolette Bartlett, Directrice de l'impact du CDP : *« Il est positif de constater une nouvelle année de croissance de la communication d'informations sur les forêts et la sécurité de l'eau. Pourtant, une fois de plus, l'action des entreprises en faveur de la nature est en retard sur celle en faveur du climat, bien que les deux actions ne puissent pas être fondamentalement séparées. À présent, non seulement trop d'entreprises ne voient pas les risques importants auxquels elles font face, mais elles ignorent également les opportunités associées à la protection et à la régénération de la nature. »*

Si une réglementation robuste et obligatoire n'est pas en place, les gouvernements et les entreprises n'ont aucune visibilité.

Les signataires de la déclaration soulignent combien les gouvernements, les entreprises et les institutions financières manquent de vision sur le plan économique, en n'étant pas conscients de leurs impacts sur la nature et de leur dépendance à l'égard de cette dernière. Le passage à une économie respectueuse de la nature permettra de créer près de 400 millions d'emplois et une valeur commerciale annuelle de 10 milliards de dollars US d'ici 2030.

Un nouveau rapport, [« *Make It Mandatory: the case for mandatory corporate assessment and disclosure on nature* »](#) publié par Business for Nature, Capitals Coalition et le CDP, indique que si l'évaluation des impacts sur la nature et la publication des informations sur la nature étaient obligatoires, elles permettraient de créer une concurrence plus juste pour les entreprises, d'augmenter la responsabilité des parties prenantes, d'engager les investisseurs et les consommateurs, d'aider les PME à minimiser leurs dépendances à l'égard de la nature à travers les chaînes d'approvisionnement et de contribuer à garantir les droits des populations autochtones et des communautés locales.

Comme Eva Zabey, Directrice exécutive de Business for Nature, l'a déclaré : *« Le vrai changement se produit lorsque les voix s'unissent. Aujourd'hui, les entreprises et les institutions financières envoient un message très clair aux gouvernements. Elles sollicitent des règles plus strictes pour obliger les grandes entreprises à évaluer et à divulguer leurs impacts sur la nature et leurs dépendances à l'égard de cette dernière. C'est une première étape essentielle. Sans ces informations, nous volons à l'aveugle, en route vers l'extinction. Les cadres en cours d'élaboration appuieront cette transition et les entreprises sont prêtes à transformer leurs activités. »*

Comme l'a observé Mark Gough, PDG de Capitals Coalition : *« Cette demande d'une obligation d'évaluation et de divulgation d'informations sur la nature montre que les entreprises*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

sont de plus en plus nombreuses à reconnaître leurs impacts et leur dépendance à l'égard du milieu naturel. Elles ont maintenant besoin d'un parcours clair qui leur permet d'inscrire la valeur de la nature au cœur de leurs décisions. Bon nombre des outils et des cadres nécessaires à cette fin existent déjà ou sont en cours de développement. L'adoption de la Cible 15 est l'occasion pour les gouvernements de fournir un mandat clair permettant de les adopter. Elle offrira le terrain nécessaire pour accélérer les actions visant à transformer nos économies. »

Le rapport avertit que du fait du manque de données, les entreprises prennent des décisions qui sont inefficaces, inefficientes et, dans certains cas, préjudiciables à la valeur du capital financière ainsi qu'à la valeur du capital naturel et du capital social, c'est-à-dire de l'ensemble des communautés qui dépendent de la nature.

Comme le remarque Mary Robinson, ancienne Présidente d'Irlande et Présidente du groupe « The Elders » : *« Nos économies, nos sociétés et nos sources de revenus dépendent toutes de la nature. Le passage à l'obligation d'évaluation et de divulgation des informations relatives à la nature pour les entreprises sera une étape cruciale dans la gestion de l'érosion de la nature et la protection de l'avenir de notre planète. Dans la perspective de la COP15 à Montréal, les dirigeants du monde entier ont la responsabilité de saisir cette occasion unique pour exploiter le pouvoir du collectif. Les entreprises, quant à elles, ont la responsabilité de prendre des mesures pour protéger l'avenir de notre planète ».*

FIN

Le rapport complet et la réponse seront disponibles le 26 octobre à :
<https://www.businessfornature.org/make-it-mandatory-campaign>

Pour plus d'informations et pour organiser des interviews, veuillez contacter :

Rachel Parkes	rachel.parkes@greenhouse.agency	+44 7775 652919
Georgia Crump	georgia.crump@greenhouse.agency	+44 7565 398747

Notes à l'intention des éditeurs

Informations sur le rapport

Les 10 premiers pays représentés par les signataires

Royaume-Uni

Pays-Bas

Canada

France
États-Unis
Cameroun
Australie
Japon
Chine
Inde

Liste des grands signataires (\$1+ milliard de revenu annuel)

La dernière liste des signataires est disponible ici le 26 octobre:

<https://www.businessfornature.org/make-it-mandatory-campaign>

ABInBev
abrdrn
ANA Holdings Inc.
Arcadis NV
Arup Group
ASR Nederland
Auchan Retail
Aviva Investors
AXA Group
BAT
BESTSELLER A/S
BNP Paribas
Burberry Group Plc
Cementos Argos S.A.
Corbion
Croda International PLC
CTBC Financial Holding
Danone
Decathlon
Dentsu
Diageo
DSM
EDF
ekaterra
EMR
Enel
ENGIE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ERM

Ermenegildo Zegna Group

Firmenich

FirstRand

FrieslandCampina

Group Bel

GSK

H&M Group

Heidelberg Materials

Hilton Foods (Hilton Food Group plc)

Hindustan Zinc Limited

Holcim

Iberdrola

Ikea

IMPAX

Inditex

Interconexion Electrica S.A. E.S.P

Invivo

Kering

Kirin Holdings Company, Limited

KPN

Legal & general plc

L'Occitane Group

L'Oréal

Mahindra Group

McCain Foods

Meiji Holdings Co., Ltd.

Mindtree

Mitsui Fudosan Co., Ltd.

National Grid

Natura &Co

Nestlé

NTT DATA

Orsted

Poste Italiane

PPC Group

Prada group

Rabobank

Ralph Lauren Corporation

RCL Foods

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Roche
RWE AG
S Group
Safaricom
Sainsbury's
Salesforce
SALVATORE FERRAGAMO
Sappi
Schneider Electric
Schroders
Sintesa Group
SNC Lavalin Group
SNCF
Solvay
Sonae SGPS
Sony Group Corporation
Stedin
Stora Enso
SUEZ Recycling and Recovery UK
Sumitomo Forestry Co. Ltd.
Suntory Holdings
Taiwan Cement Corporation
Tata Steel Ltd
Tchibo
Tetra Pak
UBP Asset Management
Unilever
USEN-NEXT GROUP
Vale
Valio Oy
Volvo Car Group
Wienerberger
WIPRO Ltd
Yara International
YKK Corporation
Yorkshire Water
Z holdings corporation

Citations à l'appui de la déclaration

Jean-Laurent Bonnafé, Directeur et PDG de BNP Paribas : « *La dégradation de la biodiversité a de multiples répercussions environnementales, économiques et humaines. Les acteurs de nos sociétés doivent contribuer à protéger les écosystèmes et les ressources. Le mouvement ne peut qu'être collectif, international et profondément intégré dans le comportement. C'est pourquoi, au sein de BNP Paribas, nous annonçons proactivement des actions concrètes à nos clients, employés et partenaires et avons décidé de soutenir les engagements du Groupe dans une position de biodiversité. Dans ce contexte, les coalitions telles que act4nature et TNFD sont des leviers clés d'une meilleure intégration des défis de biodiversité.* »

Cristiana La Marca, responsable de l'environnement, groupe Enel: *Afin de poursuivre des activités commerciales durables et développer une approche positive pour la nature, nous avons besoin de règles du jeu équitables au niveau mondial. L'évaluation et la divulgation obligatoires des impacts et dépendances en matière de biodiversité permettrait à tous les acteurs commerciaux et financiers de reproduire et intensifier leurs actions sans perdre ni temps ni avantage concurrentiel.*

Iain Mackay, Directeur financier de GSK : « *La santé humaine et le succès des entreprises à long terme dépendent de la prospérité du monde naturel. C'est pourquoi GSK affirme son engagement envers un monde positif pour la nature d'ici 2030. Il se traduit par la compréhension et la prise de mesures sur nos impacts sur la nature et les dépendances à l'égard de cette dernière, tout en investissant dans des solutions basées sur la nature. Nous faisons partie du Taskforce for Nature-related Financial Disclosure et avons pour mission d'aider les entreprises à mieux évaluer et à prendre des mesures concernant les risques et les opportunités liés à la nature. Elle nous amènera à adopter des modèles d'entreprise respectueux de la nature, permettant de garantir une planète saine pour des populations en bonne santé.* »

Dr. Anish Shah, Directeur général et PDG de Mahindra Group : « *Une relation positive avec la nature est l'un des principes clés de l'engagement et des actions envers le développement durable de Mahindra Group. Nous nous engageons à préserver l'intégrité écologique de nos sites par le biais de pratiques commerciales responsables et nous assurons déjà un suivi de nos impacts selon des paramètres clés liés à la nature, notamment la conservation de la biodiversité, la reforestation, le recyclage de l'eau, etc. Nous sommes favorables à l'obligation de reporting et de divulgation des impacts des entreprises et de leurs dépendances à l'égard de la nature, car cela incite ces dernières à agir et leur permet ainsi qu'aux gouvernements de suivre et de comparer les progrès accomplis.* »

Fabio Barbosa, PDG de Natura &Co : « *En tant qu'entreprise profondément enracinée en Amazonie, Natura &Co est aux premières loges pour observer les particularités extraordinaires de la nature ainsi que l'énorme menace à laquelle elle est confrontée. C'est le moment ou jamais d'arrêter la dégradation de la nature dans le monde et de mettre cette dernière sur la voie de la régénération. Les approches volontaires actuelles ne suffisent pas. C'est le moment de prendre position. Nous*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

sommes fiers de nous joindre à d'autres pour demander aux gouvernements d'adopter les politiques nécessaires pour permettre aux entreprises d'être une force pour la nature. »

Nicolas Faller, PDG de UBP SA : *« Nous sommes de plus en plus conscients de l'immense rôle que joue la nature dans notre économie, mais le véritable catalyseur du changement se trouve dans une divulgation claire des informations. Nous ne pouvons gérer que ce que nous pouvons mesurer. Pour assurer la transition vers une économie respectueuse de la nature, il est essentiel que les outils en cours de développement par le SBTN, le TNFD et d'autres initiatives soient appuyés par des exigences obligatoires en matière de reporting sur la biodiversité. »*

Rebecca Marmot, Directrice du développement durable d'Unilever : *« L'amélioration de la santé de notre planète exige la prise de mesures audacieuses et décisives de la part des décideurs politiques et des entreprises. Des progrès ont été accomplis, mais ce n'est pas suffisant. Alors que les impacts sur le climat et la nature s'accroissent et continuent à menacer notre survie même, des pressions plus fortes que jamais sont exercées sur les entreprises afin qu'elles agissent. Pour accélérer la prise de mesures, les gouvernements doivent rendre l'évaluation et la divulgation des informations sur la nature obligatoires pour toutes les grandes entreprises. Les preuves sont là : la divulgation d'informations stimulera l'action environnementale et aidera les entreprises à renforcer leur résilience et leur adaptabilité. »*

Shiro Kambe, premier vice-président exécutif de Sony Group Corporation, chargé du développement durable : *« Conformément à la mission de Sony consistant à apporter de l'émotion au monde, grâce à la puissance de la créativité et de la technologie, nous développons un éventail diversifié d'entreprises centrées sur les personnes. Tout en reconnaissant qu'un environnement mondial sain et la durabilité sociale sont essentiels pour que les gens puissent se connecter par l'émotion, nous continuons à mettre en œuvre diverses initiatives dans une perspective à long terme. Dans notre plan environnemental mondial « Road to Zero » visant à atteindre une empreinte environnementale nulle, nous abordons quatre perspectives de l'environnement, dont l'une est la biodiversité. Dans le cadre de nos actions, nous nous associons à d'autres acteurs pour soutenir la transparence accrue apportée par les divulgations d'informations relatives à la nature tels que le TNFD.*

Paul Polman, dirigeant d'entreprise, militant, coauteur de « Net Positive » : *« Alors que la publication d'informations sur le climat est devenue une priorité pour les entreprises, nous ne constatons pas le même élan pour l'évaluation et la divulgation des impacts des entreprises sur la biodiversité. Toutefois, nous devons inverser la dégradation de la nature et limiter le réchauffement planétaire conformément à l'Accord de Paris. L'obligation de reporting uniformise les règles du jeu entre les entreprises, réduit leur exposition aux risques et aux coûts engendrés par l'érosion de la nature et ouvre la voie à une multitude de nouvelles opportunités d'investissement. Le fait que les*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

entreprises elles-mêmes sollicitent ce changement devrait donner aux gouvernements la confiance nécessaire pour agir, et agir vite. »

Adrien Geiger, Directeur du développement durable du groupe L'OCCITANE : *« Il est temps de donner des moyens d'action, d'intervenir sur une plus grande échelle et de procéder à une régénération pour évoluer vers un monde positif pour la nature. L'obligation de divulgation et d'actions collectives est le seul moyen de faire progresser l'agenda d'actions pour la nature. Nous accueillons les politiques qui rendront l'évaluation et la divulgation des impacts sur la nature obligatoires pour les entreprises. De nombreuses entreprises mesurent déjà leurs impacts sur la nature ; il est temps d'en faire une pratique courante pour toutes les entreprises. »*

Torben Möger Pedersen, PDG de PensionDanmark : *« PensionDanmark se rend bien compte de l'urgence de corriger et d'inverser la dégradation de la biodiversité. Nous sommes de fervents partisans de la déclaration adressée aux gouvernements pour qu'ils rendent obligatoire l'évaluation des impacts sur la nature. C'est pourquoi nous nous engageons à avoir nous-mêmes un impact positif afin de contribuer à enrayer l'érosion de la nature et à la mettre sur la voie de la régénération d'ici 2030. Quand PensionDanmark bâtit un lotissement, nous veillons à ce que la biodiversité soit plus riche qu'avant le début de la construction. Dans le cadre de notre politique de circularité, nous plantons de nouveaux arbres si nous utilisons du bois dans des investissements immobiliers. La biodiversité figure au premier rang des priorités de l'agenda – avec le climat et la diversité des genres – dans notre engagement avec les entreprises en tant que propriétaire actif. »*

Paul Cruickshank, PDG de RCL FOODS: *« RCL FOODS soutient pleinement l'appel lancé par Business for Nature aux chefs d'État pour qu'ils adoptent un cadre mondial de la biodiversité qui soit transformateur à la COP15 des Nations Unies sur la biodiversité à Montréal. En tant que fabricant intégré de produits alimentaires, nous reconnaissons que les pratiques de développement durable sont essentielles au bien-être de notre entreprise, des populations et de l'environnement. Au-delà de l'évaluation et de la communication des impacts sur la nature et des dépendances à l'égard de cette dernière, nous reconnaissons le besoin de cibles fondées sur la science et d'actions intégrées visant à garantir un changement positif et authentique. »*

David R. Boyd, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'environnement : *« Le risque que la dégradation exponentielle de la nature présente pour les droits de l'homme, la santé et le bien-être des communautés partout dans le monde est important et ne doit pas être ignoré. Chacun a droit à un environnement propre, sain et durable, et les dirigeants mondiaux doivent reconnaître le rôle que jouent les entreprises dans sa protection. En incluant cette obligation d'évaluation et de divulgation sur la nature, les dirigeants enverront un message important, à savoir que la nature est essentielle et qu'elle doit être évaluée, protégée et rétablie. Lorsque les écosystèmes sont sains, les humains sont aussi en bonne santé. »*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Tony Goldner, Administrateur de TNFD : *« L'accélération de l'érosion de la nature nécessite l'attention urgente, mondiale et coordonnée des gouvernements, ainsi que du monde de la finance et des affaires. Pour commencer à infléchir la courbe de l'érosion de la nature, un levier important consiste à utiliser les pratiques de marché établies en matière de divulgation et de reporting. Le TNFD élabore ce cadre de gestion et de divulgation des risques en vue de son adoption à l'échelle mondiale, afin d'aider à réorienter le flux de capitaux vers des résultats positifs pour la nature. »*

Erin Billman, Administrateur de SBTN : *« C'est un risque fondamental pour les entreprises de ne pas être conscientes de leurs impacts sur la nature et de leurs dépendances à l'égard de cette dernière. Science Based Targets Network (SBTN) fournit un cadre permettant aux entreprises de fixer des objectifs fondés sur la science (SBT) pour la nature, couvrant l'eau douce, la terre, l'océan et la biodiversité. Celles-ci sont ainsi en mesure de passer de l'évaluation de leurs impacts sur l'environnement à la fixation d'objectifs fondés sur la science et à la mesure des progrès accomplis. Dès que les objectifs fondés sur la science pour la nature v1 seront publiés en 2023, ils pourront être utilisés par les gouvernements pour rendre l'évaluation et la divulgation des impacts obligatoires. Les orientations du SBTN pourraient servir de base à l'élaboration d'une approche harmonisée de ces exigences obligatoires, afin d'éviter la fragmentation entre les pays, la confusion et les obstacles à la mise en œuvre pour les entreprises. »*

Diane Holdorf, Vice-présidente exécutive de WBCSD : *« Les entreprises dépendent du capital naturel. L'harmonisation des paramètres et de la responsabilité est nécessaire pour évaluer et récompenser les entreprises qui prennent des mesures pour enrayer l'érosion de la nature et contribuer à des résultats positifs pour la nature. Les gouvernements doivent faciliter cela en adoptant l'obligation d'évaluation et de divulgation dans le cadre mondial de la biodiversité afin de garantir l'uniformisation des règles du jeu et parvenir à un monde neutre en carbone, positif pour la nature et plus équitable. »*

Pavan Sukhdev, Économiste et Président indien de WWF International : *« Les limites planétaires sont ébranlées comme jamais auparavant. Les risques réels pour la société et les entreprises provenant de la dégradation de la nature sont insuffisamment compris et, dans une large mesure, ne sont pas pris en compte. Les entreprises doivent considérer les impacts sociaux et environnementaux plus étendus de leurs opérations et bon nombre ont commencé à le faire. Mais les actions volontaires sont insuffisantes. Les gouvernements de la COP15 doivent transformer les règles du jeu par la législation, en obligeant les entreprises à suivre et à rendre compte de leurs impacts sur la nature et de leurs dépendances à l'égard de cette dernière. Cela permettra de créer une concurrence équitable, de débloquent des opportunités et de demander des comptes aux entreprises qui ne protègent pas, ne restaurent pas et n'utilisent pas la nature de manière durable. »*

À PROPOS DE BUSINESS FOR NATURE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

- [Business for Nature](#) est une coalition mondiale réunissant [plus de 75](#) organisations influentes et entreprises progressistes. Elle a pour but d'exprimer la voix commune d'entreprises réclamant des politiques pour inverser l'érosion de la nature dans les dix prochaines années.
- [Plus de 1100](#) entreprises provenant de 70 pays ayant des revenus supérieurs à 5 trillions de dollars ont signé l'appel à l'action « Nature Is Everyone's Business » de Business for Nature, exhortant les gouvernements à adopter des politiques ambitieuses relatives à la nature. Business for Nature adopte une démarche intégrée visant à contribuer à un monde équitable positif pour la nature et neutre en carbone. En plus du plaidoyer mondial, la coalition [s'emploie également à](#) accélérer l'action sur la nature pour les entreprises et appuyer la mise en œuvre du Cadre mondial sur la biodiversité.

À PROPOS DE CAPITALS COALITION

- La Capitals Coalition est une initiative mondiale qui redéfinit la valeur en vue de transformer la prise de décisions. Elle se trouve au cœur d'un vaste réseau mondial qui s'est uni pour faire progresser l'approche capitaliste de la prise de décision.
- La Coalition a pour ambition que d'ici 2030, la plupart des entreprises, des institutions financières et des gouvernements incluent la valeur du capital naturel, du capital social et du capital humain parallèlement au capital produit de manière traditionnelle et au capital financier dans leur prise de décision. Cette prise en compte permettra de créer un monde plus équitable, plus juste et plus durable.
- Elle a publié deux protocoles internationaux : le Protocole du capital naturel et le Protocole du capital social et du capital humain. Ces deux protocoles constituent un cadre standardisé qui permet aux entreprises d'identifier, de mesurer et d'évaluer leurs impacts directs et indirects sur le capital naturel, le capital social et le capital humain ainsi que sur les dépendances à l'égard de ces derniers. Des guides et suppléments sectoriels existent pour la finance, les forêts, l'alimentation et les boissons, l'habillement et la biodiversité.

À PROPOS DU CDP

- CDP est un organisme mondial sans but lucratif qui gère le système de divulgation des informations environnementales à l'échelle planétaire pour les entreprises, les villes, les états et les régions. Créé en 2000, le CDP travaille avec plus de 680 institutions financières et possède plus de 130 trillions d'actifs. Il a été le premier à utiliser les marchés financiers et les marchés privés pour inciter les entreprises à divulguer leurs impacts sur l'environnement, à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, à préserver les ressources en eau et à protéger les forêts.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

- Près de 20 000 organisations dans le monde ont divulgué leurs données par le biais du CDP en 2022, dont plus de 18 700 entreprises, représentant la moitié de la capitalisation boursière mondiale, et plus de 1 100 villes, états et régions. Parfaitement aligné sur le TCFD (Fully Task Force on Climate-related Financial Disclosure), le CDP possède la plus vaste base de données environnementale au monde. Les scores du CDP sont largement utilisés pour orienter les décisions d'investissement et d'achat vers une économie neutre en carbone, durable et résiliente. Le CDP est un membre fondateur des initiatives « Science Based Targets », « The Investor Agenda », « Net Zero Asset Managers » et de la Coalition « We Mean Business ».